

La création de ce pôle national de jurisprudence judiciaire implique la mise en place de relais locaux stables et motivés qui soient en liaison permanente avec le service de documentation et d'études de la Cour de cassation. Il est appelé à coexister avec les bases de données locales répondant à des besoins spécifiques tels que les jurisprudences en matière d'indemnisation ou de fixation de pensions alimentaires ou de prestations compensatoires.

En l'état, la mission de service public de diffusion de la jurisprudence n'est donc que très incomplètement assumée et cette situation contrarie les efforts accomplis au sein de l'institution judiciaire pour renforcer la maîtrise des contentieux. Par ailleurs, force est de constater que dans une large mesure, la jurisprudence des juridictions du fond demeure "introuvable" alors que sa connaissance répond à un besoin d'intérêt général.

## **II - 2 L'enjeu d'intérêt général : renforcer l'effectivité des droits**

Mme Frison - Roche souligne fort justement que "l'enjeu de la diffusion de la jurisprudence réside bien dans ce passage de l'accès aux règles de droit diffusées par internet à l'accès au droit d'en revendiquer l'application".

L'obligation incombant à l'État de diffuser sur l'internet, de façon exhaustive ou après sélection, la jurisprudence aux citoyens à titre gratuit ainsi qu'aux rediffuseurs privés, moyennant l'octroi de licences de réutilisation au seul coût de mise à disposition, marque ainsi une profonde mutation des canaux de réception du droit jurisprudentiel. Sa dimension culturelle au sein de l'appareil judiciaire comme dans la cité est riche de potentialités. Convenons quand même qu'il nous faut progresser dans l'élaboration d'une doctrine du bon emploi de l'abondance pour qu'elle ne soit pas un leurre mais un atout de développement de la citoyenneté. En retour, le droit lui-même pourrait n'être plus tout à fait le même...